Bakounine et la Réforme protestante

La physionomie de l'Allemagne contemporaine ne serait pas ce qu'elle est sans la Réforme. Le protestantisme s'est caractérisé, à peu d'exceptions près, là où il s'est implanté, par le développement de la liberté politique. Les premières sectes protestantes, s'appuyant sur la Bible elle-même, proclamèrent le dogme de l'égalité politique et sociale. Certes, dit Bakounine, ce dogme fut placé sous l'égide du bon Dieu, protecteur naturel des inégalités économiques et sociales, aussi son application ne fut-elle jamais réalisée.

Bakounine constate également que l'extension du protestantisme coïncide presque partout avec l'essor industriel, commercial, politique ; a contrario, les persécutions exercées contre les protestants français « eurent pour conséquence immédiate la décadence de l'industrie en France ».[1] Après un long exposé sur le développement de la Réforme en Europe[2], Bakounine constate que les deux seuls pays où régna la stagnation et « l'asservissement volontaire de l'esprit » furent l'Espagne, où la Réforme ne prit jamais pied, et l'Allemagne, où elle débuta. Comment expliquer cette situation ?

Parallèlement au mouvement d'expansion de la société germanique vers l'extérieur, avec l'orientation de l'Empire vers la politique italienne et vers l'expansion territoriale au détriment des terres slaves, il y a un processus de fragmentation interne. Le texte de Bakounine intitulé « L'étatisme et le libéralisme allemand »[3] montre le processus de détachement de ces fractions de l'Empire qui veulent développer la liberté politique et l'initiative économique. Engels avait noté lui aussi ce phénomène de « désagrégation du territoire allemand » qui aboutit à priver l'Allemagne de ses « territoires périphériques ». Il y aurait donc un double mouvement :

• A l'Est et au Sud-Est se constituent des unités politiques qui s'appuient sur des conquêtes militaires : le Brandebourg avec la Prusse conquise aux Slaves ; l'Autriche avec la Bohême conquise aux Slaves et avec la Hongrie conquise aux Magyars.

• A l'Ouest et au Nord-Ouest, le développement économique détache de l'Empire les morceaux les plus dynamiques : la Hollande, les Flandres, la Suisse, ce que Bakounine exprime en disant que « les pays qui n'ont pas

1 Bakounine, *L'Empire Knout-germanique,* Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 389.

2 Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 383-393.

3 Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 383-415.

voulu partager l'esclavage traditionnel des Allemands, s'en sont séparés ».[4]

Il rappelle que ce ne fut pas la conquête étrangère, « mais un grand principe moderne » qui a arraché ces pays à l'unité politique de l'Allemagne et qui les en tient encore éloignés : c'est le principe de la liberté. « Au XIVe siècle, les villes allemandes de la Suisse se révoltent et fondent une confédération de républiques indépendantes. Entre le XIVe et le XVe siècle se produit une séparation de plus en plus prononcée entre les villes des Pays-Bas et celles de l'Allemagne, « malgré la solidarité des intérêts que l'institution de la Hanse avait établie entre elles au siècle XIIIe ». Au début du XVIe siècle, deux villes rhénanes, Schaffhouse et Bâle, se séparent de l'Empire et rejoignent la confédération helvétique. Au XVIe siècle encore se consomme définitivement la séparation de la Hollande :

> « De sorte que, l'histoire en main, on peut prouver que les frontières de l'Empire germanique se déterminèrent successivement par la naissance de la liberté dans différents pays, et qu'à mesure que la liberté s'étendait davantage, cet empire, l'objet des rêves patriotiques des Allemands, se rétrécissait. »[5]

Que se passe-t-il donc dans l'Empire lui-même ? « Le développement des intérêts matériels qui, dans tout autre pays, aurait nécessairement amené et provoqué un nouveau développement intellectuel et politique, pendant près de deux siècles ne produisit presque rien en Allemagne. » Anticipant sur Max Weber, Bakounine déclare que les Pays-Bas « doivent leur naissance politique au protestantisme, qui les tira du néant par la première révolution populaire triomphante en Europe ».[6]

Dans un texte datant de 1864, le « Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité », il imagine ce que serait une société protestante pure. C'est, dit-il, « la religion du saint égoïsme : "Chacun pour soi et Dieu pour tous" – mot chéri des bourgeois de tous les pays et qui explique peut-être l'espèce de solidarité qui a toujours existé entre la bourgeoisie et le Protestantisme. »

Le mouvement protestant « imprima à la jeune nation hollandaise un essor industriel, commercial, artistique et même scientifique et philosophique qui transforma bientôt cette petite Hollande en un pays aussi riche que puissant et qui devint plus tard le refuge de tous les libres

4 Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 396.
5 Bakounine, *L'Empire Knout-germanique,* Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 397.
6 Bakounine, *L'Empire Knout-germanique,* Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 416.

penseurs » [7]. On pense à ce que disait Max Weber des Pays-Bas : « La petite et moyenne bourgeoise, classe en pleine ascension où se recrutaient principalement les entrepreneurs, était ici comme ailleurs composée, pour la plus grande part, de “typiques” représentants à la fois de l’éthique capitaliste et de la religion calviniste ».[8]

Partout le protestantisme a produit « l’esprit de liberté et d’initiative spontanée », dit Bakounine, donnant à la classe moyenne et aux corporations ouvrières des villes un essor vigoureux et puissant, en Suisse, dans les Pays-Bas, en Angleterre, « et même en France malgré que le protestantisme ait fini par y être vaincu ». Pourquoi donc en Allemagne, où il a complètement triomphé, n’a-t-il produit pendant « deux siècles mortels que le despotisme à la fois brutal et stupide de ses princes, l’arrogance aussi insolente pour l’en-bas que servile vis-à-vis de l’en-haut de sa noblesse crassement ignorante, et la soumission résignée et abjecte de ses classes laborieuses » ?[9]

Le caractère particulier de la Réforme en Allemagne ne s’explique sans doute que par l’examen de la « réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique » que Bakounine préconise comme méthode en histoire. C’est d’ailleurs le point de vue auquel se place également Max Weber, qui entend « faire comprendre de quelle façon les “idées” deviennent des forces historiques efficaces ».[10]

La Confession d’Augsbourg, présentée par Luther et Mélanchton à l’empereur et aux princes d’Allemagne, avait « posé les scellés sur tout mouvement ultérieur dans le pays. Elle pétrifiait le libre essor des âmes, reniant même cette liberté des conscience individuelles au nom de laquelle la Réformation s’était faite, leur imposant comme une loi absolue et divine un dogmatisme nouveau, sous la garde de princes protestants reconnus comme les protecteurs naturels et les chefs du culte religieux ». Il se constitue ainsi une église nouvelle plus absolue que l’église catholique, qui devient, aux mains des princes protestants, un « instrument de despotisme terrible ».

Il est significatif que Bakounine n’entre pas dans les débats sur le dogme, bien que de nombreuses allusions montrent qu’il était au fait des différences entre catholicisme et protestantisme sur cette question. Il s’attache au rôle historique et politique de la Réforme. Le protestantisme

7 Bakounine, *L’Empire knouto-germanique*, fragment D.

8 Max Weber, *L’éthique protestante et l’esprit du capitalisme*, Plon, p. 67.

9 Bakounine, L*’Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 416.

10 Max Weber, *L’éthique protestante et l’esprit du capitalisme*, Plon, p. 106.

allemand est ainsi constamment caractérisé par la négation de la liberté de conscience, par la soumission de l'Église au pouvoir politique, et par l'acceptation passive de tout statu quo politique et social, par ce que Bakounine appelle la « propagation systématique de la doctrine de l'esclavage », et que Max Weber définit comme la doctrine qui « identifie l'obéissance inconditionnée à Dieu et la soumission inconditionnée à la situation donnée ».

Si Bakounine constate chez les calvinistes des Pays-Bas et d'Angleterre une « prosternation d'esclaves » devant Dieu, ils ont cependant une « fierté révolutionnaire et virile en face des hommes »[11] qui ne prédispose pas à l'acceptation de l'oppression politique. Ainsi, les huguenots français du XVI^e^ siècle avaient-ils compris que « le renversement du pouvoir temporel de la royauté devait être la conséquence nécessaire de l'abolition du pouvoir spirituel de l'Église ».[12] La revendication de la liberté religieuse est ainsi clairement désignée comme une revendication politique. La lutte entre catholiques et huguenots au XVI^e^ et au XVII^e^ siècle en France n'était pas la lutte du despotisme contre la liberté mais la lutte entre deux forces qui aspiraient au pouvoir. Le vaincu est présenté comme la victime et on oublie les « saint Barthélemy », non moins nombreuses, dont les catholiques firent les frais.

Le révolutionnaire russe a l'intuition d'un phénomène qui pourrait expliquer la différence entre les destinées politiques de l'Allemagne et des autres nations converties au protestantisme, mais il ne la formule pas explicitement. Il indique par exemple en quoi l'action de Zwingli, opposé aux thèses de Mélanchton au concile de Strasbourg, a épargné à la Suisse l'introduction de ce qu'il appelle la « constitution de l'esclavage » qui, au nom de Dieu, « consacrait le pouvoir absolu des princes », c'est-à-dire la soumission de l'Église au pouvoir politique. Max Weber évoque également les rapports de Luther et de Zwingli, animé d'un « esprit différent », et qui se continuèrent dans les rapports de ses successeurs spirituels avec le calvinisme.

> « La Réforme demeure inconcevable sans l'évolution religieuse de Luther ; elle a été pour longtemps marquée par la personnalité de ce dernier. Toutefois son œuvre n'aurait pas duré extérieurement sans les calvinistes. »[13]

De fait, Weber dit que c'est à partir des créations de Calvin, et non du

11 Bakounine, *L'Empire Knouto-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 389.

12 *Ibid*., 388.

13 Max Weber, *op. cit*., p. 103.

luthérianisme, qu'il fait l'étude de l'éthique du protestantisme ; que c'est le calvinisme qui est « la foi au nom de laquelle au XVI^e^ et au XVII^e^ siècle ont été menées de grandes luttes politiques et culturelles dans les pays capitalistes avancés : Pays-Bas, Angleterre, France. » Or, les régions de l'Empire allemand qui se sont détachées du corps principal pour développer une économie capitaliste dans le cadre d'une unité politique autonome présentent toutes le point commun d'être protestantes, certes, mais *pas luthériennes* : elles ont en outre toutes développé une idéologie fondée sur la non-ingérence du politique sur le religieux, au contraire de l'Allemagne où la religion est totalement sous le contrôle des princes.

Bakounine rappelle d'ailleurs que tout ministre luthérien, en Prusse, doit signer, avant d'entrer en fonctions, une déclaration qui « égale en servilité les obligations qui sont imposées au clergé russe ».[14] Les ministres luthériens de Prusse faisaient le serment d'être soumis à leur seigneur le roi, d'inculquer l'obéissance à leurs ouailles, de dénoncer au gouvernement toute entreprise contraire aux intérêts du souverain, ce qui reflète des rapports entre Église et Etat qui ne sont pas particulièrement favorables à la liberté de conscience...

Les calvinistes quant à eux, considéraient comme insupportable la moindre ingérence de l'Etat dans le domaine politique. L'octroi des charges ecclésiastiques par l'Etat était une injure à Dieu. Weber écrit que l'armée de Cromwell « prit fait et cause pour la liberté de conscience » et que « le parlement des "saints" plaide même en faveur de la séparation de l'Église et de l'Etat », ce qui confirme l'opinion de Bakounine selon qui Cromwell fut l'expression la plus pure et la plus complète d'une « profonde révolution à la fois religieuse, libérale et égalitaire ».[15] Il n'est pas certain que les catholiques irlandais massacrés par les armées de Cromwell partageaient ce point de vue.

Bakounine avait observé et décrit le phénomène historique qu'est la Réforme comme un facteur important de l'expansion capitaliste de l'Europe, et il a entrevu, dans leurs grandes lignes, les développements qu'en tirera Max Weber cinquante ans plus tard. La concordance entre capitalisme et protestantisme n'était d'ailleurs pas une idée particulièrement originale, puisque le roi de Prusse Frédérick-Guillaume I^er^, dans un registre tout à fait pragmatique, considérait les mennonites comme indispensables à l'industrie de son pays, malgré leur refus absolu du service militaire. La Réforme constitua un événement charnière de l'histoire de l'Europe, et les interrogations de Bakounine visent, en particulier, à découvrir ce qui, dans cet événement, a mal tourné en Allemagne.

14 Bakounine, *L'Empire Knout-germanique*, Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 81.

15 Bakounine, *L'Empire Knout-germanique,* Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 387.

Partisan de ce qu'on pourrait appeler la recherche multidisciplinaire, Bakounine pense que les comportements collectifs des hommes sont explicables, certes, mais que les interactions sont tellement nombreuses qu'on ne peut saisir l'ensemble des paramètres en jeu : il faudrait, dit-il, « avoir connaissance de toutes les causes, influences, actions et réactions qui déterminent la nature d'une chose », ce qui est impossible. En cela, il est, là encore, rejoint par Max Weber qui constate « l'énorme enchevêtrement d'influences réciproques entre bases matérielles, formes d'organisation sociales et politiques, teneur spirituelle des époques de Réforme ».

La période qui va de la réforme au milieu du XVIII^{e} siècle se caractérise, en Allemagne, par un grand vide politique et culturel. La réforme, selon Bakounine, a produit un Etat de type nouveau, « l'Etat proprement allemand »[16], constitué d'abord de beaucoup de petits Etats autonomes et absolus très mal fédérés entre eux. L'Empire ne réussit jamais à se relever du coup que lui avait porté le protestantisme, et il traîna, après la paix de Westphalie, « une existence de paralytique pendant un siècle et demi, jusqu'à ce qu'enfin, anéanti et déclaré dissous par Napoléon I^{er}, il disparut de la scène au commencement de ce siècle ». L'empire d'Autriche, son successeur amoindri, paraît devoir bientôt subir le même sort.

La paix de Westphalie est la conclusion d'une guerre de trente ans entre catholiques et protestants, qui commença en 1607 et qui ravagea l'Allemagne. Commencée sous des prétextes religieux, elle déboucha rapidement en guerre « banale » fondée sur la rivalité politique entre la France et l'empire allemand. L'empereur d'Allemagne, catholique, était en train d'écraser le protestantisme en Allemagne. Mais une victoire trop complète aurait accru considérablement sa puissance et son influence. La France intervint donc pour maintenir un équilibre des forces et soutint les Etats protestants d'Allemagne… Un partage complexe d'influences résulta de cette paix : sauf dans les domaines héréditaires des Habsbourg, chaque religion devait tolérer une minorité de la religion adverse. Un partage territorial en résulta également : c'est alors que la France acquit l'Alsace, sauf Strasbourg, dont la plus grande partie était protestante.

Le pape Urbain VIII lui-même craignait un empereur allemand trop fort, qui serait trop tenté de s'intéresser aux affaires italiennes. Aussi soutint-il la France, refusa de condamner l'alliance des Français avec les protestants, envoya gentiment promener l'ambassadeur impérial allemand qui voulait lancer une croisade et déclara que ce n'était pas là une guerre de religion mais une affaire entre Etats. La realpolitik reprenait le dessus. Le successeur d'Urbain VIII protesta contre les termes du traité mais ne put rien y changer.

16 Bakounine, L'*Empire Knout-germanique,* Œuvres Champ libre, t. VIII, p. 384.

Sous le rapport intellectuel et social également, ce fut un « anéantissement complet » : avant la Réforme, une multitude d'esprits supérieurs ont fait la gloire de l'Allemagne ; Erasme, Reuchlin, Ulrich von Hutten, Zwingle, OEcolampade, Carlostadt, Franz von Sinckingen, Götz von Berlichingen, Thomas Münzer, Jean de Leyde, Albert Dürer, Holbein, « et bien d'autres dont les noms ne me reviennent pas », dit Bakounine. Pendant la seconde moitié du XVI[e] siècle, rien. Deux noms seulement pour tout le XVII[e] siècle : Kepler et Leibniz, « d'ailleurs parfaitement étrangers tous deux à la vie nationale de l'Allemagne ; tellement étrangers qu'ils n'écrivaient pas même en allemand ». Il faut attendre le XVIII[e] siècle avec Frédérick II, qui considérait que la langue allemande n'était bonne que pour parler aux chevaux, et Lessing, « le vrai créateur de la littérature allemande », pour voir cesser cette « pénurie désolante d'hommes ».

Les déterminismes historiques qui ont façonné l'Allemagne n'ont pas touché la France, où le catholicisme a triomphé du protestantisme. Bakounine s'indigne contre ceux qui pensent que cette victoire fut « un véritable triomphe pour la révolution » sous le prétexte que le catholicisme aurait été « l'État, la démocratie », tandis que le protestantisme aurait représenté la « révolte de l'aristocratie contre l'État t par conséquent contre la démocratie ».[17]

C'est avec de telles absurdités, « aussi dégoûtantes que révoltantes », qu'on habitue les masses à « considérer leurs exploiteurs sanguinaires, leurs ennemis séculaires, leurs tyrans, les maîtres et les serviteurs de l'État, comme des organes, des représentants, des héros, des serviteurs dévoués de leur émancipation. » A tout prendre, le révolutionnaire russe préfère entendre Mgr Veuillot constater la similitude qui existe « entre la S[te] Barthelemy par exemple et le massacre des communards par ces excellents catholiques de Versailles ». Le calvinisme, selon le révolutionnaire russe, « protestation énergique et armée, représentait la révolte, la liberté, l'humanité, la destruction de l'Etat ; tandis que le catholicisme c'était l'ordre public, l'autorité, la loi divine, le salut de l'Etat par l'Église et de l'Église par l'Etat, la condamnation de l'humaine société à un asservissement sans limite et sans fin ». Ainsi, l'abolition de l'édit de Nantes, qui a banni les « populations protestantes, les plus industrieuses et les plus riches du pays », fut un fait désastreux pour la France :

> « C'est parce que le protestantisme a été défait en France, que le peuple Français a perdu ou n'a point acquis les mœurs de la liberté ; c'est parce que cette tradition et ces mœurs lui manquent, qu'il n'a point ce que nous appelons la *conscience*

17 *L'Empire knouto-germanique.*

> *politique* aujourd'hui, et c'est parce qu'il est privé de cette conscience que toutes les révolutions qu'il a faites jusqu'ici n'ont pas même pu lui donner ou lui assurer la liberté politique – A l'exception de ses grands jours révolutionnaires, qui sont ses jours de fête, le peuple français reste aujourd'hui comme hier un peuple esclave. »[18]

Plaidoyer surprenant de la part de Bakounine. Mais il faut comprendre le contexte : nous sommes au lendemain de l'écrasement de la Commune de Paris ; la réaction verseillaise se manifeste par un retour en force de l'Église catholique sur la scène politique, comme outil de contrôle social des masses. A l'assemblée de Versailles se trouvent, dit Bakounine, des « croyants fanatiques et colères » qui, pour leur dieu, « ne demandent pas mieux que d'exterminer les hommes par milliers, par dizaines, par centaines de milliers ».

Plus que jamais le pouvoir politique se rend compte qu'il a besoin de son allié principal, la religion. Comme c'est à une réaction catholique que nous avons à faire, le protestantisme apparaît comme un moindre mal, puisqu'il avait « accompagné le mouvement émancipateur des peuples dans tous les autres pays, en Suisse, en Hollande, en Angleterre, en Suède et plus tard en Amérique, en France même tant qu'il n'y fut point vaincu »[19]

La religion protestante reste malgré tout un phénomène ambivalent. Elle fit faire à l'humanité un « grand pas vers son émancipation politique et sociale à la fois » ; elle fut à l'origine du « premier élan sérieux du républicanisme démocratique dans l'histoire moderne ». Le protestantisme consolida les libertés nationales de la Suisse, donna naissance à la Hollande, « inspira les presbytériens et les puritains de l'Ecosse et de l'Angleterre et créa les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ». Mais en plusieurs occasions Bakounine précise que ces « progrès » furent involontaires, ils n'étaient pas inscrits dans l'idée fondamentale du protestantisme. Ce sont des effets induits qui furent une « conséquence historique nécessaire, indépendante de son dogme et plutôt contraire que conforme à sa volonté ».[20]

Le protestantisme a « fondé l'indépendance de l'homme contre les hommes et des nations contre les prétentions despotiques des papes », il a apporté malgré lui et par le seul fait de sa révolte contre l'Église le « commencement de la liberté extérieure », mais il nia par contre-coup la liberté intérieure, « celle de l'homme vis-à vis de lui-même et de Dieu ».

---

18 *L'Empire knouto-germanique.*

19 Bakounine, *Écrit contre Marx.*

20 Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité.

> « Dans tous les pays de l'Europe, où le protestantisme prend la religion au sérieux, il s'allie avec l'église catholique romaine contre les droits de l'homme, contre la liberté, contre l'humanité. On s'en est étonné, on l'accuse souvent de trahir son principe, tandis qu'au contraire, jamais il ne lui fut tant fidèle. »[21]

Né après la Renaissance, le protestantisme a « rallumé dans le monde le génie de la science libre, le culte du beau, la pure humanité ». Cette pulsion fut trop puissante pour que le « fanatisme des sectes protestantes » ait pu la vaincre. Malgré son intolérance, le protestantisme a « sans le vouloir » contribué à l'émancipation de l'esprit individuel en le délivrant du joug de l'Église et en le rendant « juge indépendant de sa religion » – quoi qu'il se soit empressé de « circonscrire cette liberté dans les limites de la bible ». Mais une impulsion fut donnée, l'esprit ne se laissa plus lier et grâce à l'exégèse, à la philologie, à l'histoire, il créa la rationalisme d'abord, puis la philosophie, « et finit par faire la révolution ». Bakounine fait remarquer que la rivalité des sectes protestantes ne permit pas d'introduire dans les pays protestants une tyrannie plus durable et complète que dans les pays catholiques.

L'origine de la tolérance toute relative du protestantisme se trouve dans les « circonstance extérieures », non dans sa doctrine. Le protestantisme a

> « brulé, torturé et fouetté les hérétiques aussi bien que le catholicisme. Ouvrez Macaulay, vous trouverez dans son histoire d'Angleterre, les preuves de cette tolérance protestante au XVII^{e} siècle. Vous retrouverez la même chose en Amérique à la naissance des États-Unis, dans l'histoire des Pays-Bas et e la Suisse. Rappelez-vous comme Luther et le doux Melanchton ont prêché aux Princes et à la noblesse effrayée de l'Allemagne, la destruction et le carnage contre les paysans révoltés. – C'est toujours la même douceur évangélique, le même goût du sang théologique, la même divine cruauté pour la plus grande gloire de Dieu, dans les Protestants, comme dans les Jésuites, leurs adversaires implacables et en même temps toujours leurs amis – Parce qu'au fond, les uns comme les autres, avec des mots différents, veulent précisément la même chose : l'absolutisme, l'esclavage, la dégradation de l'humanité. » [22]

21 *Ibid.*

22 Programme d'une société internationale secrète de l'émancipation de l'humanité.

Dans la première d'une série de trois conférences aux ouvriers du val Saint-Imier, Bakounine dresse un tableau dans lequel il tente d'expliquer que la Réforme fut un des événements fondateurs du monde moderne, « le monde de la civilisation bourgeoise ». Nous sommes en 1871, le révolutionnaire russe est très impliqué dans l'Internationale. Son intention est manifestement pédagogique.

En détruisant la toute-puissance de l'Église, la Réforme a contribué à la ruine du monde féodal et donna un essor à l'émancipation de la bourgeoisie, elle-même préparée pendant deux siècles par le développement des libertés communales, du commerce, de l'industrie. La première conséquence de la Réforme, dit Bakounine, fut donc la consolidation du pouvoir d'Etat : constitutionnel en Angleterre, absolu sur le continent – hors la Suisse et les Pays-Bas.

Il convient d'examiner la pertinence de l'analyse du révolutionnaire russe.

Bakounine se trompe sur un point : le pouvoir de l'État en Angleterre ne fut pas renforcé par la Réforme luthérienne ou calviniste mais par un tout autre processus, même s'il s'accompagna d'une remise en cause de la prééminence de Rome. Le rejet de l'autorité papale ne fut pas un phénomène issu de la masse, il résulta d'une véritable révolution politique déclenchée par Henry VIII : le monarque anglais décida de se substituer au pape pour des raisons de politique intérieure. Thomas More rappela alors au roi que cette décision le mettait en théorie à la tête de l'Église catholique… il y avait donc deux Églises catholiques en Angleterre – une impossibilité, bien sûr. Mais en dehors de savoir qui était à leur tête, rien ne distinguait les deux Églises. Henry VIII portait fièrement le titre de « Défenseur de la foi » que lui avait accordé le pape pour sa défense des sept sacrements *contre le luthérianisme.*

Cela est si vrai que les rebelles américains qui, au XVIII[e] siècle, luttaient pour leur indépendance, et qui eux, étaient *protestants*, ne faisaient aucune différence entre les deux Églises. Pape de Rome ou pape de Londres, même combat : tous les deux entendaient maintenir une hiérarchie ecclésiastique centralisée, à laquelle les « vrais » protestants s'opposaient.[23] La Réforme

23 On néglige souvent le fait que les États-Unis ne sont en réalité pas une nation *moderne*. Le pays s'est constitué avec des colons qui, au nom des anciennes valeurs, rejetaient les principes qui se sont développés avec la Renaissance et les Lumières. Ces gens-là rêvaient d'opérer un retour en arrière. Les États-Unis, c'est l'Europe d'avant le siècle des Lumières qui s'est transplantée sur un autre continent. Pendant que les premiers Américains tentaient de reconstituer le passé, l'histoire de l'Europe continuait. Même en tenant compte que la population des États-Unis a considérablement changé depuis l'époque des premiers colons, l'empreinte idéologique des premiers occupants reste très prégnante.

d'Henry VIII ne consista pas à transférer les pouvoirs détenus pas le pape vers l'Église d'Angleterre, mais à les transférer à lui-même. Il ne s'agissait pas d'un catholicisme sans pape mais d'un catholicisme avec lui-même comme pape.[24]

Le fait que la remise en cause par Henry VIII de l'autorité du pape soit survenue au moment même où la « vraie » réforme se déroulait sur le continent est une coïncidence. Il va de soi qu'une telle coïncidence pourra être interprétée comme étant la volonté de Dieu… La « Réforme » opérée par Henry VIII fut aussi l'acte de naissance du premier Etat-nation dans le sens moderne du mot ; mais elle fut aussi l'acte de naissance de la première monarchie absolue.

Enfin, elle donna lieu à une fantastique manipulation de masse et de réécriture de l'histoire d'un pays par le pouvoir en place.

La société des États-Unis s'est développée sur des fondements férocement anti-catholiques (et par conséquent anti-anglican). Ainsi, quand au Québec le « Test Act », ensemble de lois qui interdisaient aux catholiques d'accéder à des fonctions officielles – fut abrogé en 1774, les colons américains ont interprété cela comme une concession intolérable au papisme, un danger potentiel pour leurs « libertés » : ils ont déclaré la guerre au Canada, dont la capitale fut brièvement assiégée. Ce fut un des éléments déclencheurs de la guerre d'indépendance. Il faut être extrêmement prudent lorsqu'on déclare que les Américains et les Européens ont les mêmes valeurs.

24 Il fallut une décision du Parlement pour autoriser l'ordination de femmes prêtres en 1992. Il faut encore l'approbation du Premier ministre – agissant au nom de la Couronne – pour nommer un évêque : le Premier ministre peu choisir entre deux noms.